

L'Armée burundaise contrariée par l'annonce du retrait de ses troupes en Somalie

PANA, 25 décembre 2018 Bujumbura, Burundi - L'Armée burundaise a publié lundi un communiqué demandant au Comité de coordination des opérations militaires de maintien de la paix en Somalie, sous la bannière de l'Union africaine (AMISOM), de reconsidérer sa récente décision de réduire le contingent militaire de 1.000 éléments d'ici le 28 février prochain.

Depuis 2007, quelque 5.400 militaires burundais sont engagés en Somalie, ce qui en fait le deuxième plus gros contingent après l'Ouganda (6.200 hommes). Les 21.500 soldats de l'AMISOM sont appelés à se désengager progressivement pour laisser la place à une armée somalienne, encore embryonnaire, face au mouvement rebelle Al-Chabaab, affilié à Daech. Le communiqué de l'Armée burundaise fustige une décision "en déphasage" avec le document stratégique, validé le 30 novembre 2018, en Éthiopie, par le Comité de coordination des opérations militaires en Somalie, qui indiquait que le contingent burundais sera réduit de seulement 341 militaires à la date indiquée. Le communiqué rappelle, en outre, qu'une Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies préconisait que les réductions concernaient tous les contingents des pays contributeurs des troupes en Somalie et pas seulement le Burundi. L'Armée burundaise demande au gouvernement de plaider sa cause auprès de l'Union africaine, qui parraine l'AMISOM. Des analystes à Bujumbura indiquent que la réduction des effectifs du contingent burundais entraînera un manque-à-gagner à la fois pour les militaires et pour le Trésor public burundais. Les soldats burundais en mission commandée voient leurs soldes augmenter substantiellement, tandis que le gouvernement gagne dans la location du matériel militaire à l'AMISOM. Cet apport est considéré comme l'une des principales sources de devises pour le pays, plongé dans des sanctions financières internationales depuis les élections générales controversées et émaillées de violences de 2015. Des analystes à Bujumbura rappellent d'autres divergences de vue avec l'Union africaine qui appelait, dernièrement encore, le pouvoir burundais à se résoudre à un dialogue constructif avec son opposition pour résorber la crise politique, née des élections controversées de 2015. Des manifestations de rue ont été organisées à maintes reprises ces derniers temps au Burundi pour dénoncer les prises de position du président de sa Commission, Moussa Faki, qui seraient favorables à l'opposition.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});